BOUIRA

Les transporteurs haussent le ton

L'ouverture récente de la nouvelle gare routière de Bouira, gérée par la société de gestion de la gare routière d'Alger, Sogral, a révélé les lacunes d'un secteur en manque d'organisation, ce qui laisse les 1 200 professionnels du transport de Bouira en proie à une convention qui ne vise qu'à dépouiller de leur argent.

En marge de la journée de solidarité avec les transporteurs de Tizi-Ouzou, prévue mardi puis annulée, le représentant de l'Union nationale des transporteurs de Bouira, M. Aziz Boualem, a fait part de ces inquiétudes quant au devenir des transporteurs de la wilaya délocalisés depuis le 5 juillet vers la nouvelle gare routière.

En effet, l'inauguration de cette nouvelle station s'est faite à l'improviste et sans organisation préalable ; les transporteurs ont été pour l'occasion appelés par leur direction à investir la nouvelle gare, appel auquel tous ont répondu présents pour, disaient-ils, le bien-être des voyageurs.

Cependant, arrivés à leur nouveau point de transit, la Sogral informa les transporteurs des conditions auxquelles ils devront dorénavant se soumettre. Sous forme de convention, les conditions de la société qui gère la gare routière se sont révélées, selon notre interlocuteur, exagérées en termes de cotisations et autres droits de stationnement et d'accès.

Ainsi, la Sogral demande à ces transporteurs de lui céder 4% pour les moyens trajets et 9% pour les longs parcours sur chacune de leurs recettes journalières, ajoutés aux 200 DA quotidiens pour les droits de stationnement ainsi que 200 DA de droits des voyageurs. Des charges que les transporteurs inter-wilayas doivent payer en double vu que chaque gare impose ces tarifs.

Une convention qui ruinerait, selon le même intervenant, nombre de transporteurs qui peinaient déjà à gagner leur vie, car ajoutés au 15% d'IRG dus à l'Etat, ces charges supplémentaires mèneraient beaucoup d'entre eux à la faillite.

Le représentant des transporteurs de Bouira a également tenu à dénoncer la sur-taxation du transport pour les citoyens qui se retrouvent à payer 25 DA supplémentaires par personne en frais de navette et d'accès aux bus, en plus du billet que leur vend la Sogral. Des voyageurs qui paient donc plus pour un service moindre, puisque la gare ne dispose d'aucun point de vente pour les denrées vitales telles l'eau, et les toilettes demeurent depuis l'ouverture de la station dans un piteux état. Le transport urbain n'est pas en reste dans cette anarchie ambiante, puisque depuis l'ouverture de cette gare, la direction des transports a interdit aux petits transporteurs les lignes desservant l'ancienne gare routière, des trajets qu'elle aurait réservée à l'entreprise de transport urbain Etub.

Une société qui ne respecte selon notre responsable aucune éthique professionnelle et s'accapare tous les clients des lignes urbaines.

Cette direction s'apprête à donner le coup de grâce au secteur en inondant le marché avec près de 5 200 promesses de lignes pour les jeunes à travers les dispositifs de la Cnac et de l'Ansej ; des jeunes qui s'endettent sans garantie de remboursement ou de gain compte tenu de la précarité du métier de transporteur à Bouira.

Photo : DR

C'est pour dénoncer cette arnaque, concoctée, selon M. Aziz, par le wali et la direction des transports qui n'auraient pas prévenus des clauses qu'imposait le transfert vers la nouvelle gare, que les transporteurs de Bouira sont entrés depuis dimanche 17 juillet en négociations avec les responsables de la gare pour revoir ces charges à la baisse. Néanmoins, Sogral ne semble pas encline à céder à ces demandes pourtant légitimes de transporteurs qui se sont fixés un délai allant jusqu'à la fin de la semaine en cours pour réinvestir l'ancienne gare si aucune concession n'est faite.

Un bien mauvais début pour cette structure qui a englouti des milliards de dinars et qui est gérée par une société privée qui ne veut faire aucune concession pour le bien des professionnels du secteur.

Katya Kaci

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

Des responsables qui n'appliquent pas la loi

La direction de l'environnement de Bouira, installée en 2006 et chargée de mettre en place une politique environnementale à même de régler les problèmes de pollution et de délabrement au niveau de la wilaya, semble incapable d'assurer l'application de ses lois par les pouvoirs publics réfractaires à ce genre de préoccupations.

Interrogée sur les prérogatives de la direction de l'environnement, une responsable du secteur à Bouira nous a assuré que le secteur de l'environnement en Algérie est un secteur horizontal ; c'est-à-dire qu'il travaille en collaboration avec les autres directions qui se chargent de l'application des fiches de route, des projets et des lois décrétées par le ministère de l'Environnement. Des responsabilités partagées et qui doivent être concrétisées avec l'aide des autorités locales telles les APC, les directions de l'hydraulique ou de l'assainissement.

Cependant, à y voir plus clair, aucune instance ne semble porter d'intérêt à l'environnement en termes d'écologie, de protection des écosystèmes en danger actuellement ou même de la prévention des maladies dues à la proximité des eaux usées ou les décharges. Car mis à part les sites d'enfouissement mis en place par la direction de l'environnement, et qui sont de véritables stations de tri et de dégradation des déchets, les décharges «sauvages», nombreuses, ne cessent de causer des nuisances aux riverains vu que les poubelles sont une denrée rare et celles qui existent ne sont jamais vidées ; plus grave, l'effet que ces décharges peut avoir à long terme sur la santé publique.

Exemple : l'ancienne gare routière, et également QG de la presse locale, croule sous les immondices et récemment les eaux usées sans qu'aucun responsable n'ait daigné faire quoi que ce soit ou même juste répondre aux interrogations des citoyens qui ne comprennent pas le pourquoi de cet abandon. Une gare routière qui risque d'être réinvestie dans les jours à venir par les transporteurs inter-wilayas et qui a jusque-là donné une image des plus dégradantes.

Concernant la Maison de l'environnement, une bâtisse qui se veut exemplaire pour les générations qui désirent sauvegarder leur terre, mais qui ce trouve actuellement au centre d'un parc délabré et abandonné, elle donne ainsi une image en contradiction avec les idéaux du projet, certes prometteur mais malheureusement mal encadré.

Il est à noter que ce parc urbain devrait, selon une responsable, être aménagé d'ici peu en un espace vert réservé à la détente et au divertissement des jeunes et des moins jeunes, et ce, en accord avec la politique de «mise au vert» soutenue et encouragée par le ministère de l'Environnement.

La direction de l'environnement de Bouira avec sa politique environnementale vise de ce fait l'éducation des populations à l'éco-citoyenneté et cela par la mise en place d'ateliers de prévention et de campagnes de sensibilisation, notamment auprès des écoliers, mais les pouvoirs publics ne font aucun geste pour l'environnement et sa salubrité, et outre les sorties officielles ou en cas de gronde populaire, beaucoup d'élus restent invisibles !

K. K.

AÏN-DEFLA

Un adolescent se suicide à Djelida

Le corps sans vie d'un adolescent, 16 ans, a été découvert par l'un de ses proches, lundi vers 10h, dans une modeste habitation sise au douar Ouled S'lah dans la commune de Djelida, à 15 km au sud est de Aïn-Defla. Il s'était pendu dans une chambre du domicile familial à l'aide d'une corde accrochée à une poutre. Le corps a été transporté à la morgue de l'hôpital Makour-Hamou de Aïn-Defla.

Les obsèques ont eu lieu le même jour après la prière d'el-asr au cimetière Aïn-El-Hadj, proche du douar. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances et les causes qui ont poussé l'adolescent à accomplir ce geste fatal.

On signalera qu'il y a eu 7 suicides et deux tentatives dans la wilaya de Aïn-Defla.

Karim O.

PLAGES DE BÉJAÏA

Les estivants campent au milieu des... ordures

De Béjaïa à Aokas, en passant par Tichy, toutes les plages visitées ont une tâche noire : les ordures. Ces dernières sont entassés çà et là, narguant les estivants et ce, dans l'indifférence totale des autorités locales.

A Aokas, une décharge publique trône en pleine plage, jouxtant un camp de toile familial, d'où émanent odeurs nauséabondes, moustiques...

Des espaces verts qui devraient servir au camping sous des arbres géants ne sont nullement entretenus et demeurent à l'abandon, sans compter les routes délabrées, pleines de nids-de- poule, dans la ville.

Constat amer à Tichy, à Acherchour et ailleurs, toutes ces plages sont malheureusement surchargées d'ordures. A Yemma Gouraya, par exemple, un site qui attire beaucoup de visiteurs, avant d'emprunter la montée sur la crète qui abrite le mausolée de cette «sacrée dame», une décharge se trouve à proximité des fast-foods et du manège d'enfants, de même que sur les hauteurs de la vieille bâtisse.

Comment peut-on promouvoir le tourisme dans de pareilles conditions ? Si les promoteurs touristiques font tout pour le meilleur accueil des estivants dans les complexes touristiques, il resterait à l'Etat et aux élus locaux de jouer pleinement leur rôle par le nettoyage des plages, la préservation de l'environnement, la sécurité... afin de faciliter le séjour aux touristes qui affluent de partout.

Il est temps de réagir pour redorer l'image de l'Algérie.

B. Henine